

| | Résolution | Cause | Position | Revendication |
|---|--|---|---|---|
| 1 | Resolution on Black Lives matter & anti-racism (Social Europe Working Group) | <ul style="list-style-type: none"> - Protestation partout dans le monde pour le droit et le respect des minorités noires - Les protestations mettent en avant le racisme encore bien ancré dans nos sociétés - Notre passé colonial - Les personnes de couleurs subissent des discriminations | <ul style="list-style-type: none"> - On est du côté des manifestants, surtout ceux/celles victimes de violences policières - Racisme doit être vu sous le prisme de son côté institutionnalisé - Ceux/celles qui soutiennent un racisme systématique doivent être tenu responsable de leurs actes - Avoir un regard critique sur notre passé colonial - Les relations entre puissances européennes et les anciens pays colonisés ne doivent plus se baser sur un esprit impérialiste mais d'égal à égal. -Thématique prioritaire - Nous devons vivre dans une société qui jugent les individus sur bases de leurs comportements et leurs personnalités | <ul style="list-style-type: none"> - FYEG doit tenter d'être plus inclusif (car quasi entièrement blanche) - Un apprentissage dès l'école de l'histoire colonial, de l'histoire des noirs, des privilèges blancs. - Apprentissage de ce qu'est le racisme institutionnel et formation dans le monde professionnel pour déboulonner le racisme institutionnel - Formation aux enseignant.e.s sur le racisme à l'école - Formation obligatoire dans la police pour reconnaître les profils racistes - Campagne et formations de sensibilisation des discriminations des institutions politiques et gouvernementales - Enquête sur les mécanismes de racisme systématique en Europe |
| 2 | Revision of FYEG Political Platform | <ul style="list-style-type: none"> - La PP a été créée en 2012 et a été que très peu modifiée depuis - Une révision de la PP permettra de plus facilement trouver des compromis entre les Organisations Membres - L'AG élira des personnes dans une structure provisoire (La Political Platform Committee) | <ul style="list-style-type: none"> - La nouvelle plateforme politique se mettra réellement en place en 2021 - En Automne 2020, la PPC fera des consultations en ligne auprès de l'Organisation Membre | <ul style="list-style-type: none"> - Explication de l'agenda et des procédures avant d'arriver à la création officielle de la PP à l'AG 2021. |
| 3 | The Legalisation of Cannabis for Medical and Recreational Purposes in Europe (Just Transition Working Group) | <ul style="list-style-type: none"> - Difficile d'ignorer l'impact de la légalisation du Cannabis sur la société sous le prisme de la perspective sociale, économique et de la santé. - Le Cannabis est la drogue illégale la plus consommée en Europe - L'interdiction du cannabis ne freine pas la consommation. - Politique variable d'un pays européen à | <ul style="list-style-type: none"> - Momentum pour une grande légalisation à l'échelle européenne - Une légalisation permettra : <ul style="list-style-type: none"> -- que les consommateurs soient moins isolés -- une plus rentrée fiscale -- une meilleure gestion sanitaire de la consommation de cannabis -- permet une plus gestion plus facile | <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la légalisation du cannabis pour raison médicale et récréative - Réguler le marché du cannabis (production et consommation) - Soutenir + de recherches sur les impacts de la consommation de Cannabis - Faire campagne afin de mettre une directive afin de faciliter l'harmonisation des politiques en UE. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | l'autre. | de la prévention | <ul style="list-style-type: none"> - Relocaliser les entrées fiscales vers des politiques plus sociales en lien à l'addiction - Politique européenne commune sur l'âge requis et la quantité maximum consommable |
| 4 | Greening the EU Green Deal: No business as usual! (Just transition Working Group) | <ul style="list-style-type: none"> - Le Green deal a été posé sur papier afin de conduire une Europe + verte dans un contexte post-pandémie - Ceci ne doit pas rester en l'état de déclarations - Le Green deal se concentre trop, si pas, exclusivement sur le secteur du pétrole et du charbon - On ne parle pas assez de la gestion des conséquences de la transition pour les couches de la population dépendant de ces secteurs mais les personnes économiquement vulnérables - Ne rien faire risquerait de mettre en péril le projet européen | <ul style="list-style-type: none"> - La gestion et l'application du Green Deal ne doit pas se faire de manière Top-down mais bottom-up avec des petites communautés travaillant déjà dans la mise en pratique d'une transition - Les jeunes et les verts doivent jouer un rôle important dans la mise en pratique | <ul style="list-style-type: none"> - Demandes aux instances européennes d'agir - Une concentration sur la population et non les primes aux entreprises - Une participation accrue des pouvoirs locaux - Introduire des assemblées citoyennes afin que la population puissent contrôler et surveiller dans la plus grande transparence que la transition se passe bien - Se concentrer aussi les régions moins industrialisés. - Demander une diminution drastique des investissements bancaires envers des projets polluants - Mettre en place un mécanisme anti-corruption afin de s'assurer que les subsides pour une juste transition soient bien investis à cela |
| 5 | Trans Rights are Human Rights (Joves d'Esquerra Verda-Catalogne, Scottish Young Greens-Ecosse) | <ul style="list-style-type: none"> - les personnes trans vivent des discriminations quotidiennes mais aussi des harcèlements, des attaques et des menaces, parfois de mort. - Il y a aussi des attaques plus fréquentes pour les personnes noires trans. - Il y a un déni de l'existence des trans par l'extrême droite - Il y a aussi une exclusion parfois des revendications trans dans les luttes féministes - Les trans sont attaqués par toutes les partis du spectre politique - La marginalisation des personnes trans impactent leur accès aux soins de santé - Les discriminations affectent l'identité et l'appartenance à une société et ont donc tendance à vivre en périphérie voire ne jamais assumer leurs transgenralité. | <ul style="list-style-type: none"> - Souhait de protéger les trans au sein des luttes politiques - Leur laisser de la place dans leur volonté de lutte | <ul style="list-style-type: none"> - Reconnaître les menaces dont son victimes les trans et de protéger leurs droits - Démédicaliser complètement la reconnaissance légal du genre et réformer ces procédures afin qu'elle soit rapide, accessible et transparent - Faciliter la reconnaissance des personnes trans dans leurs pays d'origine et leurs pays d'accueil, surtout dans les pays où des gouvernements d'extrême droite menacent leurs vies - Dédier des aides sociales et financières afin de permettre aux trans de pouvoir vivre leurs vies |

| | | | | |
|---|---|---|---|--|
| | | - Les trans vivent globalement plus pauvre et sont plus souvent au chômage | | |
| 6 | Standing Up To Chinese Authoritarianism (Jong Groen) | <ul style="list-style-type: none"> - Protestation à Hong Kong suite à la non annulation de la loi sur l'extradition vers la Chine pour les personnes arrêtées. Grosse confrontation entre la population hongkongaise et les autorités chinoises. - Pratique inhumaines sur les minorités musulmanes ouïghoures et bouddhistes tibétaines dans des camps de rééducation. Torture si non renonciation de leurs croyances pour le parti central. - Travail forcé et avortement forcée -Génocide des temps modernes selon les associations de droits de l'homme - Propagande chinoise dans le monde - Cas de Huawei, responsable du réseau 5G en Europe avec les problèmes de propriété intellectuelle que cela impose. | | <p><u>+ Pour les gvts nationaux et l'UE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -- Suspendre le traité d'extradition actuelle avec le gouvernement spécial de Hong Kong sous influence chinoise -- Revoir les relations diplomatiques, économiques, culturelles, politiques et académiques avec la Chine et l'administration spéciale de HK selon la gestion des droits de l'Homme envers les minorités -- Reconnaître définitivement les activités pro-démocrates de HK comme des possibles réfugiés politiques et de leurs fournir une protection dans le respect des lois nationales et européennes -- Inclure, dans les accords futurs avec la Chine, des obligations de respect des droits de l'Homme. <p><u>+ Pour les gvts nationaux, l'UE et le parti vert européen :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -- Continuer de dénoncer avec la plus grande fermeté les exactions contre les manifestants pro manifestants de HK -- Continuer de dénoncer avec la plus grande fermeté les exactions envers les minorités ethniques -- Travailler avec la communauté internationale afin d'un plus grand contrôle des exportations chinoises -- Dénoncer clairement et publiquement la désinformation du régime et ses alliés -- Appuyer des contrôles sur les médias chinois au sein de l'UE suite aux désinformations -- Être attentif aux prochaines élections à HK |
| 7 | Seventy-five years of nuclear terror (Red Equo Joven - Spain) | <ul style="list-style-type: none"> - Il y a encore 14465 armes nucléaires dans le monde - Test nucléaire interdit depuis 1996 - Les instruments internationaux sont | Suite aux 75è anniversaire de bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, il est temps de laisser tomber cette arsenal | <ul style="list-style-type: none"> - L'arrêt de l'enrichissement de l'Uranium dans un but militaire - La ratification de traité pour l'interdiction des armes nucléaires par l'ensemble des pays de l'UE |

| | | | | |
|---|--|---|--|--|
| | | <p>insuffisants pour éviter la prolifération du nombre d'armes nucléaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'arsenal nucléaire met en danger l'humanité mais aussi l'environnement suite aux retombées nucléaires qui peuvent rester plusieurs centaines d'années | | <ul style="list-style-type: none"> - Désarmer les ogives nucléaires - L'expulsion des armes nucléaires présentes sur le territoire européen appartenant à des puissances étrangères - Faire pression à nos alliés géopolitiques et économiques à suivre la politique de désarmement nucléaires en Europe - La création d'un fond permettant la réhabilitation des zones endommagées par les armes nucléaires - Un travail conjoint entre l'UE et le conseil de l'Europe pour un monde sans arme nucléaire |
| 8 | <p>Free Software For Free Governments (Red Equo Joven - Spain)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Dans les années 50 et 60, les logiciels et les codes sources étaient d'intérêt publics car utilisés dans le domaine académique - Dans les années 70, les premières entreprises produisent des logiciels commerciaux - Dans les années 80, il est créé un projet permettant le fonctionnement, la copie, la distribution, l'étude et la modification de programmes informatiques. C'est le début de l'open source - Plusieurs licences open source se sont développées par la suite - Notre société s'est développée vers un système interconnecté très dépendant des technologies de l'information. Les particuliers, les secteurs privés et même l'administration (à différents niveaux selon les pays) se sont digitalisés - Le problème est que les citoyens n'ont aucune idée de comment sont gérées leurs propres données, réglé très partiellement par le GDPR - Les sociétés privées qui fournissent les sources codes ne sont pas très enclins à les partager | <ul style="list-style-type: none"> - Les citoyens européens ont le droit de savoir comment les applications fonctionnent et comment ils utilisent leurs données - Important de requérir à autant de transparence envers les applications que celle demandée aux politiques - Open source dans l'administration permettrait une réduction des coûts car plus nécessaire de payer des licences privées, permettrait aussi de régler les bugs eux-mêmes sans demander la contribution d'un tiers - Cela pourrait créer un dépôt public pour une diminution des coûts de développement et entreprises - Cela permettrait d'être moins dépendant de grandes entreprises et lobbys qui pourraient avoir un intérêt contraire à celui de la population | <ul style="list-style-type: none"> - Chaque logiciel qui lie les citoyens et leurs administrations doit provenir au moins d'une licence open source - Chaque logiciel qui gère et utilise les données de citoyens européens, données issues d'un état membre de l'UE, doit provenir d'une licence open source - Tout logiciel utilisé par l'administration publique doit être un logiciel libre |

| | | | | |
|---|---|--|---|--|
| 9 | <p>For an alternative security policy (Executive Committee)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Les conservateurs et les sociaux-démocrates ont toujours eu le monopole de la question sécuritaire sans que l'on puisse proposer d'alternative - Les pays ont joué sur le sentiment d'insécurité de la population pour renforcer les politiques sécuritaires - Cela a conduit à une plus grande militarisation des services de sécurité, une plus grande surveillance, des contrôles aux frontières plus tendues et un plus grande pouvoir pour la police. - Au lieu d'apaiser la société, elle provoque l'inverse et viole les droits de l'Homme et les minorités sont les plus affectées par ça. - La société civile est même muselée violemment quand elle tente de se montrer par des manifestations et sont catalogués comme terroriste permettant à la Police de prendre des mesures plus fortes. - Le fort coût qu'implique la militarisation pourraient être relocalisé vers des politiques sociales qui peuvent diminuer fortement la criminalité car en est souvent à l'origine - Faiblesse de l'UE au niveau des politiques concernant l'industrie de l'armement qui en profite largement | <ul style="list-style-type: none"> - Vision alternative des politiques de sécurité. Pas la sécurité de l'état mais la sécurité des citoyens - La militarisation de l'UE doit s'arrêter - On devrait se concentrer sur les thématiques sociales, celles qui permettent de prévenir la criminalité au lieu d'armer encore et toujours la Police. - Nous devons changer de stratégie de gestion de la sécurité pour se concentrer sur l'anticipation de crise et la résilience - Gérer l'urgence climatique est l'une des importantes visions alternatives de gestion de la sécurité. - Obtenir une sécurité européenne respectueuse des droits et de la démocratie. | <ul style="list-style-type: none"> - Arrêter la production d'armes sous une logique de profit pour se contenter d'une production strictement nécessaire à la protection - Définancer le Fond de Défense Européenne et allouer ses ressources vers une vraie sécurité de l'humain, par exemple, la sécurité sociale et l'urgence climatique - Arrêter de financer l'industrie de l'armement, plus particulièrement Horizon Europe et autres fonds régionaux - Avoir une position commune sur l'exportation légale d'armes dans l'idée de plus de transparence et d'harmonisation à l'intérieur de l'UE - Développer des politiques migratoires et des frontières qui respectent les droits de l'Homme et met en avant la solidarité, c'est-à-dire, abolir Frontex, arrêter l'externalisation des frontières de l'UE, créer un passage sûr pour les migrants, aborder la question de l'origine des migrations forcées et développer une politique d'asile commune basée sur les principes de solidarité - Adopter une stratégie européenne de souveraineté alimentaire dans le but d'assurer une plus grande autosuffisance locale - Établir une stratégie européenne commune d'anticipation, répliquable au niveau régional, national et locale couvrant les besoins alimentaires, d'eau, médicaux - Arrêter la dépendance européenne du pétrole et du nucléaire russe en développant un super réseau, en interdisant l'établissement du projet Nordstream et sortir progressivement du nucléaire - Renforcer le soutien à la presse libre - Adopter un plan européen pour implémenter des initiatives de fact-checking au sein de tous les états membres de l'UE - Adopter un plan européen dans le but |
|---|---|--|---|--|

| | | | | |
|----|--|---|--|---|
| | | | | <p>d'encourager l'inclusion des formations de critique des médias au sein des systèmes éducatifs de chaque état membre de l'UE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coopération européenne de cybersécurité en adoptant une stratégie commune, en adoptant un plan pour un système commun de paiement mobile qui peut être utilisé avec différentes monnaies nationales et en installant une enquête européenne sur le moyen d'assurer la sécurité entre les paiements cash et digitaux |
| 10 | Human rights and the rule of law are non-negotiable (Jong Groen) | <ul style="list-style-type: none"> - Montée de l'autoritarisme dans le monde depuis qq années. - L'article 2 du Traité de l'UE dit que l'UE se fonde sur les principes de liberté, démocratie, d'état de droit et du respect des droits de l'Homme. - Certaines politiques d'états membres violent ces principes et donc le traité. Par exemple, les politiques envers les LGBT, l'avortement, l'égalité des genres, la liberté de la presse, etc - Les contre-attaques n'ont jamais été plus loin que des déclarations - Durant les négociations pour le projet budget pluriannuel de l'UE, l'UE a édulcoré la proposition de condition de respect de l'état de droit en échange d'une aide européenne supplémentaire. Ceci étant dû aux positions de la Pologne et de la Hongrie | <ul style="list-style-type: none"> - FYEG estime que les droits de l'Homme et l'état de droit sont non-négociables | <ul style="list-style-type: none"> - Protéger de manière permanente les conditions d'état de droit et de respect des valeurs européennes dans le budget européen et autres aides financières - Faire en sorte que ce soit clair pour les états membres que ces conditions sont non négociables - Renforcer les anciens et futurs jugements de la Cour Européenne de Justice qui met à l'amende les états membres par rapport aux traités européens, surtout aux regards de l'état de droit et du respect des droits de l'Homme. - Sanctionner réellement les pays qui ont, de manière répétée, violé les valeurs de l'UE, notamment la Pologne et la Hongrie - Encourager à changer le traité de l'UE afin d'établir de meilleurs mécanismes pour garantir les droits et libertés inscrits en son Article 2. |
| 11 | Powered by plant: our future (DWARS-Pays-Bas) | <ul style="list-style-type: none"> - Besoin d'arrêter le nombre incalculable de souffrance animale produit par notre système actuelle - L'industrie de produits animales mènent à d'énormes inégalités Nord/Sud qui renforce une injustice sociale déjà présente. - Notre consommation de viandes et autres animales a un impact important sur les | <ul style="list-style-type: none"> - Il est temps d'avoir un changement radical sur notre consommation de produits animales - Il faut un monde durable et animal-friendly - Nous nous plaçons à l'opposé de l'idée que nous pouvons utiliser les animaux à notre guise. Les animaux | <ul style="list-style-type: none"> - Appel pour un changement radical de système vers un futur « plant-based » - Espoir d'une avancée vers un monde où les animaux ne sont pas abusés et tuer pour la consommation humaine. |

| | | | | |
|----|---|---|--|---|
| | | <p>émissions de gaz à effet de serre. L'élevage est responsable de la plus grande part des émissions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des milliards d'animaux sont tués chaque année et une grande majorité d'entre eux sont détenus dans des conditions horribles dans un but de profit. - Il y a une question d'inégalités car la société mondialisée a pour effet que les industries de production animales du sud produisent un grand nombre mais pour les besoins du Nord et non pour les leurs. - Les individus ont aussi le pouvoir de faire pression sur le secteur - Momentum pour transiter vers une nouvelle manière de voir les relations Humains- Animaux | <p>ont le droit de vivre décemment</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comme ce secteur est grandement subsidié par nos gouvernements, il est possible de défaire ce système par le haut | |
| 12 | <p>Resolution on Prioritizing Mental Health (Social Europe Working Group)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Tous les ans, 58000 personnes se suicident en UE. - Durant la crise du Coronavirus, nous avons pu constater à quel point notre santé mentale peut être fragile - C'est aussi très dur mentalement pour les réfugiés quand ils doivent rentrer dans la forteresse Europe, ils tentent leur chance pour une vie meilleure et sont parkés dans des camps où les infrastructures laissent à désirer. - Les réfugiés doivent se faire rapidement à leur nouvelle vie, quand leur visa est accepté et ne peuvent donc pas se permettre quelque fragilité mentale | <ul style="list-style-type: none"> - En tant que génération où le suicide est la première cause de mortalité, il est urgent d'agir - Nous voulons une UE qui se concentre sur les personnes qui y vivent plutôt que sur l'économie - Le travail sur la santé mentale doit être pris en charge non pas une fois qu'elle a été diagnostiquée mais dès l'éducation, au niveau de la recherche et de la prévention - La santé mentale doit être aussi bien prise en charge que la santé physique - Appel pour un droit à rester à la maison lors de problèmes mentaux - Nous devons plus investir dans des systèmes de prévention - Nous demandons des soutiens psychologiques pour chaque réfugié, soit dans les camps, soit après avoir | <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la possibilité pour chaque citoyen européen d'avoir accès à la psychothérapie et le rendre accessible financièrement - Inclure la prévention de la santé mentale et du suicide dans les plans d'éducation partout en Europe - Mettre en place une étude qui se concentrerait sur la thématique de la santé mentale et les minorités |

| | | | | |
|----|---|--|---|--|
| | | | <p>reçu un permis de résidence</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous avons besoin de plus de données sur le sujet, particulièrement auprès des groupes marginalisés. - Appel pour modifier le plan d'action de la commission européenne sur le sujet et de nommer un commissaire européen spécifique sur cette matière | |
| 13 | <p>Mental Health Resolution (Grön Ungdom-Suède, Grønn Ungdom-Norvège, Social Europe Working Group, DWARS-Pays-Bas, Viheät Nuoret-Finlande, Georgian Young Greens-Géorgie, Scottish Young Greens-Ecosse)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Un jeune sur 5 rencontre des problèmes mentaux et les personnes souffrent de plus en plus jeune de stress dans le monde. - Le suicide est la deuxième plus grande cause de décès chez les 19-25 ans. - Plus de femmes que d'hommes sont affectées par ce genre de problème. - Les personnes souffrant de problèmes mentaux font plus souvent des expériences de violations de droits et discrimination. - Sans compter le stress de l'urgence climatique qui nous a été légué par les générations passées. - Ceux qui se battent au front en tant qu'activiste sont épuisés de se battre face aux contrecoups violents qui leurs sont assésés - Tous les bénévoles de FYEG doivent jouer entre leurs engagements politiques et leurs études ou travail ce qui peut être un fardeau émotionnelle lorsque nous rajoutons les attaques sur les réseaux sociaux et des difficultés financière. - Pour les membres du staff de la FYEG, c'est aussi très dur car ils doivent constamment faire face à des actualités négatives et effrayantes. Et sans une grande ressource, le staff peut être sujet au stress et parfois au burnout. | <ul style="list-style-type: none"> - En tant que mouvement politique, nous sommes plutôt à faire face à ces problèmes mais nous devons nous mettre à niveau face à ce défi - Mettre en place un « Accord de volontariat » au sein de la FYEG qui contiendraient leurs responsabilités leurs droits avec un nombre max d'heures/semaine afin de prévenir des situations de sur-travail. - De rédiger, pour chaque nouvelle position, la charge de travail que cela impliquerait. -FYEG devrait organiser des événements sur la santé mentale - Organiser des formations sur la santé mentale aux personnes membres des organes internes qui gèrent les interactions entre les membres et planifie les travaux - Mettre en place un protocole dans le cas où un membre se trouve dans une détresse mentale. | <ul style="list-style-type: none"> - FYEG doit mettre en place un « Accord de Volontariat » - La charge de travail attendue doit être spécifiée lorsqu'une nouvelle position est annoncée - FYEG organise des événements et des workshops sur la santé mentale -L'Advisory Committee et l'Awareness Team soit obligées de renseigner les bénévoles sur leurs droit et devoirs et sur les points de contact en cas de problèmes - Implémenter un Protocole de Santé mentale au sein du ROI |

| | | | | |
|----|---|--|--|--|
| 14 | <p>Time to open up - a more transparent FYEG (Grön Ungdom-Suède, Grønn Ungdom-Norvège, DWARS-Pays-Bas, Vihreät Nuoret-Finlande, Georgian Young Greens-Géorgie, Déi jonk gréng-Luxembourg)</p> | <p>- FYEG est en première ligne pour le combat pour plus de transparence</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Nous devons être le changement que nous voulons - FYEG peut encore faire plus d'effort sur l'accessibilité de l'information, renforcer les liens entre les Organisations Membres et la Fédération et rendre la structure encore plus démocratique. - La culture de la transparence au sein de la FYEG doit changer - Changement de paradigme de « Nos Organisations Membres ont-ils besoin de cette info ? » à « Y a-t-il une bonne raison de ne pas partager cette info ? » - Réorganiser l'accès sur le site des positions prises et adoptées - Les PV des réunions du Comité exécutif devront être partagées avec les Organisations Membres à quelques exceptions près. - Créer une politique de transparence afin d'implémenter tous ces points dans le ROI dans l'année qui vient | <ul style="list-style-type: none"> - Toute connaissance, opérations ou rapports financiers ne devront être cachées momentanément aux Organisations Membres pour une raison valable telle que des conflits de personne, une suspension ou autres confidentialités - Les résolutions et positions adoptées par les AG précédentes doivent être plus accessible sur le site web - Le PV des réunions du Comité exécutif seront accessibles au Organisation Membre - Durant la prochaine année, en consultation avec le staff et les Organisations Membres, le Comité exécutif travaillent à créer une politique de transparence qui sera voté durant la prochaine AG. |
|----|---|--|--|--|